

Communiqué de presse

M. Dumont, un nouveau Messie

Vanier, le 27 septembre 2002 - Le chef de l'Action démocratique joue dans la facilité et dans la démagogie quand il promet de mettre fin à « l'emploi à vie » dans la fonction publique. M. Dumont sait qu'il est rentable auprès de l'électorat d'agresser certains groupes dans la société, dont les fonctionnaires, et il le fait sciemment.

Les fonctionnaires, dont les ingénieurs, prennent jour après jour des décisions qui peuvent affecter le citoyen. « M. Dumont sait que ce n'est pas l'entrepreneur en construction qui peste contre l'ingénieur de la CSST qui vient de fermer son chantier pour des raisons de sécurité, contre l'ingénieur du ministère des Transports qui lui refuse un extra ou contre l'ingénieur de l'Environnement qui le contraint à mettre en place des équipements supplémentaires pour protéger la santé du public qui s'en plaindra » a affirmé aujourd'hui l'ingénieur Michel Gagnon, président de l'APIGQ.

M. Dumont demande à l'électorat de croire en lui, sans plus. L'APIGQ invite le citoyen à être prudent envers ce « messie » des temps modernes. M. Dumont fait montre d'une ignorance inexplicable lorsqu'il affirme qu'on ne peut mettre un fonctionnaire à la porte. À elle seule, une absence de deux ans en invalidité justifie un congédiement. « Cette situation survient à chaque année et c'est sans compter des motifs comme la fraude ou le conflit d'intérêts qui peuvent eux aussi justifier des congédiements » a affirmé le président de l'APIGQ.

L'APIGQ souhaite que M. Dumont cesse de diviser l'électorat en opposant notamment les fonctionnaires, dont la sécurité d'emploi est garante de leur impartialité, et ceux qui souffrent de l'insécurité actuelle. Elle invite le chef de l'ADQ « à réfléchir » sur ce qu'il pourrait faire pour aider ces travailleurs qui méritent plus que des slogans

Au delà de laisser entendre que la sécurité d'emploi est un frein important pour l'État, M. Dumont doit préciser quels services à la population il veut laisser aux Marcel Dutil du Québec. L'État a un coût, mais son désengagement en a un aussi. « L'ingénieur du MAPAQ qui donne un avis gratuitement à l'agriculteur lui fournit un service. Couper ce service signifierait une augmentation de coût de production. Ce qui compte, c'est la facture globale au citoyen », affirmait aujourd'hui le président de l'APIGQ.